

Paroles publiques – paroles intimes

Mary Anna Barbey

*Conférence donnée le 28 septembre 2006 à la Fondation Verdan
dans le cadre du 40^e anniversaire de la Fondation ProFa*

Une intime conviction : la parole libère

Magnifique paradoxe que cet anniversaire : une exposition, des conférences, une fête pour parler de... l'intime. Lequel, évidemment, occupe déjà bien la place publique. D'ailleurs la parole elle-même, dans la mesure où elle est en soi une manière de quitter l'intime du corps et des sentiments pour aller vers autrui, n'est-elle pas, déjà, affaire publique ?

Si quelque chose a bien changé, au cours de ces 40 dernières années, c'est bien la capacité qu'ont acquise les femmes de nommer les choses du sexe, d'exprimer leurs frustrations et leurs souffrances, et de demander pour cela une aide appropriée.¹ Mais pour cela, il a fallu que les questionnements individuels, quasi-muets jusque-là, trouvent réponse, que ce soit dans des livres, dans des consultations ou, plus récemment encore, dans les médias. Ainsi, bien que les contenus de ces questionnements demeurent pour chacun et chacune de caractère intime, leur expression ne l'est plus tout à fait.

Car, en face de cette parole individuelle, il y a la parole collective : les normes d'une époque telles qu'elles s'incarnent dans des institutions, les valeurs de celles-ci, les arguments utilisés pour obtenir un financement, les convictions aussi des personnes qui pilotent une institution ou un projet à ses débuts.

Mon propos ici – celui d'une « ancienne » présente lors de la création du Centre médico-social de Pro Familia en 1966 – tentera de localiser cette « parole » dans le temps de l'institution – 40 ans ! Je m'interrogerai ensuite sur ce que sont devenues les paroles d'antan. Petit retour en arrière dans une tentative modeste d'adopter (comme le disait très souvent Marie-Lise de Charrière) le « point de vue de Sirius ».

Le débat public

ProFa et sa parole sur la sexualité ne sont pas *nésex nihilo*. Le Professeur Pierre-André Gloor, très présent au cours des premières décennies et ardent défenseur de la décriminalisation de l'avortement, aimait à rappeler combien le débat public sur ce sujet avait occupé les chambres fédérales (et donc la population), déjà avant l'adoption, en 1942, du Code pénal fédéral et des fameux articles 118 et suivants qui autorisaient l'interruption de grossesse dans certaines conditions, puis lors de votations ultérieures. Faut-il le rappeler? D'environ 60'000 avortements légaux et clandestins par an, dans les années 60, on est passé, aujourd'hui, à environ 11'500. Autre résultat positif : l'abaissement de l'âge des premiers rapports sexuels n'a pas abouti, en Suisse, à la vague de grossesses adolescentes que connaissent d'autres pays occidentaux. Enfin, il faut signaler la manière efficace et digne dont la Suisse a fait face à

¹ Cf. Mary Anna Barbey et Lucie Allaman, *Femmes, corps et âmes*. Editions Zoé, 1997.

l'épidémie du sida dans les années 80. Il ne fait nul doute que le débat continûment maintenu en matière de sexualité a contribué à préparer les mentalités au changements survenu et à envisager des mesures de prévention adéquates.

Parole d'institution

On le sait, l'institution devenue ProFa s'est créée en 1967 avec l'ouverture d'un premier Centre de planning familial vaudois non hospitalier. La Consultation dite « de mariage », qui existait auparavant, s'y est rattachée. Le Service d'éducation sexuelle dans les écoles s'est créé, lui, en 1969.

L'institution doit la vie, comme il se doit, à deux parents. D'une part les églises du canton – réformée et catholique – ont pris une part active à la réflexion aussi bien sur la sexualité et la procréation que sur les modalités concrètes de la mise sur pied de prestations à offrir aux couples et aux familles. D'autre part, la Santé publique du canton se préoccupait des aspects sanitaires, notamment de la fréquence des avortements et de leurs séquelles. Ces deux instances ont laissé des traces dans les documents.

Florilège.²

Sur l'intimité en tant que telle, peu de références.

Ils (les Centres) élèveront la compréhension de la vie intime du couple en montrant que s'y reflètent la tendresse et les égards réciproques des époux, comme aussi leur commune responsabilité envers les enfants." Observations de la Commission interecclésiastique pour la régulation des naissances sur le projet des centres de planning familial)

Plus tard, en 1979, un document interne, consacré à l'accueil des mineurs, rappellera que juridiquement ces derniers « *sont protégés dans leur personne et notamment dans leur intimité* ».

En revanche, que de paroles reflétant des valeurs collectives, notamment religieuses :

Sur le couple et la famille

Les références à la *parenté responsable* et à l'*épanouissement de la famille* sont nombreuses.

Dans le plan de Dieu, le bien premier du mariage est donc l'unité du couple: l'homme et la femme trouvent dans la vie communautaire le bonheur voulu par le Créateur." Le planning familial, brochure de l'Eglise évangélique libre du canton de Vaud, 1965.

La femme sera libérée de son angoisse devant les conceptions non désirées. Elle pourra de ce fait participer dans de meilleures conditions de dignité et de disponibilité au dialogue conjugal. Observations de la Commission interecclésiastique.

² Ces citations sont tirées de mes archives personnelles qui peuvent, naturellement, être lacunaires

Sur la prévention des avortements

Le Conseil de santé préconise la *protection de la famille par l'encouragement de la maternité souhaitée et la lutte contre l'avortement*. Historique, 1967 (document interne)

Les partisans du planning familial. ... réprouvent sans équivoque l'avortement comme moyen de prévenir une naissance, espérant même que le planning fera disparaître les avortements. Brochure de l'Église évangélique libre

Nous espérons fermement qu'une meilleure information sur les méthodes efficaces de contraception entraînera une diminution du nombre des avortements et, qui sait, de celui des divorces. Historique, 1967

Dans une même veine, un prospectus réalisé pour les 50 ans de la Ligue Pro Familia définit le **public cible** du Centre :

La consultation de planning familial est ouverte :

- *aux fiancés soucieux d'assurer à leur vie conjugale un bon départ, étant dûment renseignés sur les divers aspects de la sexualité et de l'harmonie du couple*
- *aux couples désireux de planifier leur famille, d'avoir leurs enfants dans les meilleures conditions, d'améliorer leur vie conjugale*
- *aux couples qui désirent des enfants et souffrent de stérilité involontaire*

Ce dernier alinéa servait, notamment, de parade aux arguments qui rendaient le planning familial responsable de la dénatalité !

Dans mon souvenir, la question des non-couples n'a pas été au premier plan lors de la création du Centre. La question était cependant parfois posée : allait-on accueillir des "célibataires"? Sujet presque tabou, dont je ne trouve guère de trace, si ce n'est dans le document interecclésiastique :

Il ne s'agira pas d'exclure de tels consultants (les jeunes). On tentera d'éveiller en eux le sens des responsabilités envers leur partenaire et envers l'enfant possible. En même temps, on leur montrera que la vie sexuelle privée d'un engagement durable n'a pas ses dimensions humaines complètes. Observations de la Commission interecclésiastique.

Sauf erreur, la question de l'accueil des mineurs a été débattue dans le cadre de la Commission spirituelle du Centre médico-social de Pro Familia mais il faudra attendre 1979 pour avoir un texte émanant de l'institution à ce propos.

Nous pouvons donc affirmer sans trop risquer de nous tromper qu'en priorité, le Centre de planning familial a été fondé pour répondre à des besoins de *santé publique* et pour consolider *l'institution du mariage et de la famille*. Les valeurs exprimées sont collectives, plutôt conservatrices (ce qui favorisait, alors, l'octroi de subsides). Il s'agissait de garantir la moralité (y compris la notion assez vague d'« épanouissement » conjugal et familial), de lutter contre le mal (l'avortement, le divorce et, avec l'éducation sexuelle, discrètement, les MST) et,

ce faisant, de réfuter les arguments autour de la dénatalité, ce qui fait apparaître l'évidente intrication famille-patrie.

Il n'était pas question, pour l'heure, de "l'intimité" de l'individu.

Toutefois, les auteurs de ces divers documents présentaient déjà (ne l'oublions pas, la pilule était sur le marché depuis le début des années 60 et mai 68 se profilait à l'horizon) qu'il y aurait autre chose. Et ils ont eu peur: peur surtout d'une certaine technicité – que de fois j'ai entendu dire qu'il ne fallait pas que le Centre devienne une « station-service » où l'on irait faire le plein de contraceptifs ! (N'oublions pas que, dans le canton de Vaud, la publicité pour les moyens de contraception a été interdite jusqu'à ce que l'avènement du sida en décide autrement.) Derrière cette peur se devinait celle, classique, d'une sexualité « débridée ». A quelque chose malheur est bon : ces craintes ont conduit les responsables de l'époque à insister fortement sur l'importance de la formation du personnel et la place que devait être réservée à l'accueil et à l'entretien (dès le début, il a été entendu qu'il fallait offrir du temps aux usagers et garantir la confidentialité). Ainsi, à travers la création d'un espace d'échanges personnels, où la parole a été la seule "technique" employée, se posaient les fondements d'un travail autour de l'intime.

Toutefois, pendant un certain temps encore, les objectifs des divers services réunis à l'avenue Georgette seraient définis principalement en termes de diffusion de l'information. Mais le changement n'allait pas tarder. D'une part, les consultations de planning allaient mettre en évidence le phénomène des résistances à la contraception, lesquelles feraient apparaître la complexité du désir d'enfant et la nécessité de situer la demande des usagères dans le contexte plus large de leur vie sexuelle et affective. D'autre part, l'extension de l'offre de l'éducation sexuelle installerait le débat au sein des villes et villages, des écoles, des familles. Puis l'histoire va s'en mêler avec mai 68 et ses suites : l'effondrement du tabou de la virginité et l'abaissement de l'âge des premières relations sexuelle (en particulier chez les filles) ; l'apparition de ce que l'on nommait la « cohabitation juvénile », des communautés, du « mariage à l'essai », du « mariage open » ; l'arrivée (d'abord discrète) de ces problématiques dans les médias ; les publications de Masters et Johnson... Sans oublier le foisonnement d'études et de livres en tous genres, alors qu'en 1966, lorsque j'ai entrepris de créer la bibliothèque du Centre, il n'existait sur ces thèmes que six ou sept livres en français destinés à un public non spécialisé.

Parallèlement, on assistait à l'émergence de nouveaux champs d'intervention : la procréation médicalement assistée, l'afflux de femmes immigrées, la prise de conscience des abus sexuels et de la violence envers les femmes... Puis, avec la déferlante des années sida, la frontière entre parole intime et parole publique s'effacera de manière spectaculaire . Et le maître mot (qui décrochera les subsides) sera non plus « famille », mais « prévention ».

Le débat autour des valeurs deviendra, quant à lui, un sujet sinon tabou, du moins... affaire intime. Avec le recul, ce renversement ne manque pas d'impressionner.

Seuls quelques mots-valeurs traverseront les décennies, apparemment indemnes, peut-être du fait qu'ils ne désignent rien de bien concret : *responsabilité, respect*... on y croit encore. Comme on croit, envers et contre tout, que, quoiqu'il arrive, il vaut mieux *en parler* !

Panacée ou aveu d'impuissance ? Sur-évaluée peut-être, la parole demeure néanmoins un outil de choix quand rien ne va plus au royaume du sexe. J'ai souvent défendu, cependant, l'idée que le contenu de cette parole importait relativement peu (pourvu qu'on ne dise pas de bêtises - ce que nous avons probablement fait sous l'influence des idéologies du moment) ; que c'est la *qualité* des espaces de parole, de réflexion et d'accompagnement qui accomplit le véritable travail de prévention et de soin. La pérennité de ces espaces en témoigne aujourd'hui.

Pionniers, oui, mais qu'avons-nous fait ?

Arrivée moi aussi à un bel âge, je regarde ce passé avec beaucoup d'intérêt et un brin de tendresse. Il y avait alors quelque chose d'enthousiasmant, un air du temps porteur, et qui semble, a posteriori, avoir été tellement moins violent que notre époque actuelle. Mais je ne suis pas naïve. Des violences se préparaient déjà ou se cachaient encore, si bien que, regardant le monde dans lequel oeuvrent les collègues d'aujourd'hui, j'en viens à me demander s'il n'y a pas un certain *continuum* entre nos objectifs et innovations d'alors et ce que nous voyons aujourd'hui dans le déploiement à la fois de l'intimité et de la violence.

Voici donc un modeste inventaire de mes questionnements, lequel se veut, en même temps, un outil de réflexion pour le temps présent.

Nous avons voulu montrer des *images*, donner une réalité aux choses du corps. Nous les avons, les images...

Nous avons voulu favoriser la venue au monde *d'enfants désirés*. Nous nous trouvons souvent en présence d'un enfant roi auquel rien n'est refusé. Avoir été désiré semble donner tous les droits... On peut aussi se demander si le discours sur l'enfant désiré n'a pas rendu l'infertilité totalement inacceptable.

Nous avons voulu promouvoir *la liberté des comportements sexuels*, en y accolant, bien sûr, la notion de responsabilité. Nous n'avons pas pensé toutefois aux ruptures qui allaient s'en suivre. Nous n'avons pas imaginé une seconde la possible prolifération des virus.

Nous avons voulu valoriser *le corps et ses sensations*, au détriment, peut-être, des choses de l'esprit. Nous avons affirmé que « notre ventre nous appartient ». Et voilà que les pathologies alimentaires et la pratique des automutilations semblent dire que ça n'est pas si simple. Et que l'obsession généralisée du look (et de la chirurgie plastique) démontre la pérennité, malgré tout, de normes impérieuses.

Nous avons tardé à le faire, mais finalement nous avons quand même voulu promouvoir *l'égalité des sexes*, défendre la sexualité non-procréative (homosexualité, personnes âgées et ... adolescents). Cependant, à vouloir prendre parti ainsi pour la tolérance et le politiquement correct, n'avons-nous pas oublié, un peu, que ce qui fait vivre une société, et les couples, c'est la différence ? Comment s'étonner des troubles d'identité et de rôle qui affectent nos contemporains, individuellement ou en couple ?

Enfin, nous avons *voulu une place publique pour la sexualité* - et les médias ont sauté sur l'occasion, avec notre consentement. Le professeur Gloor aimait dire que puisqu'il y avait des pages entières dans les journaux sur le sport, il pourrait bien y en avoir sur la sexualité de temps en temps ! Aujourd'hui, ce n'est pas seulement de temps en temps : nous sommes submergés d'images, de clips, d'informations sexuelles en tous genres. Et les conseillers conjugaux le disent haut et fort: le désir et la séduction sont aux abonnés absents.

Alors quoi? Quelle a été notre part? notre responsabilité? Et l'intimité ? est-elle vraiment en train de succomber à sa « publication » tous azimuts ? Est-ce que, finalement, nous lui courons tant après parce qu'elle est en voie de disparition ?

Personne ne pourra répondre. Néanmoins, nous avons appris à ProFa, à questionner les comportements et les idéologies. C'est-à-dire, à parler. Ensemble. Nous avons le privilège de pouvoir le faire encore aujourd'hui, et sans doute le devoir de le faire avant que des instances infiniment mieux organisées que nous-mêmes actionnent le couperet qui nous privera des libertés durement acquises. Car s'il y a en effet un certain **continuum** entre nos objectifs d'hier et notre environnement aujourd'hui, cela ne veut pas dire que les options de départ étaient mauvaises. Nous ne voulons pas que nos petites-filles, nos petits-fils connaissent la peur de la grossesse. Nous ne voulons plus jamais que les femmes aient recours aux avortements clandestins. Nous voulons enrayer le sida et les MST. Nous voudrions, malgré tout, que la sexualité demeure, à ses heures, joyeuse. Et puis, il y a toujours ces deux petits mots, apparemment inoxydables : *respect, responsabilité* ... il faut y croire.

Sirius, toujours

Réfléchissant à tout cela avec le regard de l'écrivaine que je suis devenue, je repense à une histoire que des astronomes m'ont racontée récemment: en Egypte, les Anciens ont remarqué que le retour dans le ciel de l'étoile Sirius, chaque printemps, correspondait au moment où le Nil débordait. J'aime ce petit fragment d'histoire qui peut se lire comme une parabole: ainsi, la réapparition d'une lumière s'accompagnerait de débordements sur la terre des humains.

Quant à l'étoile, régulièrement, le temps d'une saison, elle échappe à notre vue. Puis elle revient.

Mary Anna Barbey,